

Formulaire ICH-09
<p>1. Nom de l'organisation</p> <p>Veillez indiquer la dénomination officielle de l'organisation, dans sa langue d'origine ainsi qu'en français et/ou en anglais.</p>
<p>Le nom de l'organisation est : Fundação INATEL (Fondation INATEL), telle que celle-ci est définie dans l'article 2 des Statuts de la Fondation INATEL.</p> <p>«L'Etat Portugais établit la Fundação INATEL, ci-dessous désignée par Fundação, et ses Statuts sont approuvés, publiés et annexés au présent décret-loi et font partie intégrante de ce dernier document ».</p> <p>En accord également avec l'article 3 de ses Statuts :</p> <p>«La Fundação INATEL succède à INATEL-Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I.P.,(Institut national pour la promotion du temps livres des travailleurs, Institut Public), dans l'ensemble de ses droits et obligations, et s'engage à poursuivre ses fins et attributions de service publique ».</p>
<p>2. Adresse de l'organisation</p> <p>Indiquez le nom et l'adresse complète de l'organisation, ainsi que les coordonnées complémentaires telles que le numéro de téléphone ou de télécopie, l'adresse électronique, le site Web, etc. L'adresse postale indiquée doit être celle où l'organisation a son activité, quel que soit son lieu de domiciliation juridique (voir point 8).</p>
<p>Le siège de la Fundação INATEL est localisé a:</p> <p>Calçada de Sant'Ana, 180 1169-062 Lisboa Portugal</p> <p>Telefone: + 351 21 002 7000 Fax: + 351 21 002 7027 Email: inatel@inatel.pt</p>

3. Pays où l'organisation est active

Veillez indiquer le/les pays où l'organisation exerce ses activités. Si elle œuvre uniquement dans un seul pays, veuillez préciser lequel. Si ses activités sont internationales, veuillez indiquer si elle opère au niveau mondial ou dans une ou plusieurs régions, et listez les principaux pays où elle mène ses activités.

national

international (veuillez préciser :)

dans le monde entier

Afrique

États arabes

Asie & Pacifique

Europe & Amérique du Nord

Amérique latine & Caraïbes

Veillez énumérer le/les principal(aux) pays où elle est active:

Le Portugal

4. Date de sa création ou durée approximative de son existence

Veillez indiquer quand l'organisation a été créée.

L'actuelle Fondation INATEL a été créée en 1935 par le régime autoritaire de l'Etat Nouveau et s'appelait alors FNAT (Fondation Nationale pour la Joie au Travail). Elle était la grande fondation publique destinée, précisément, à occuper le temps libre des travailleurs, através le tourisme social, la culture traditionnelle et le sport amateur. L'INATEL (Institut National pour la promotion du temps libre des travailleurs) est venu ensuite remplacer la désignation de FNAT en 1979, et continua à s'affirmer comme un important agent public catalyseur du tourisme, de la culture et du sport. Le Decret-Loi n° 106/2008, de 25 Juin, à supprimé l'INATEL pour donner place à la Fondation INATEL, une fondation privée d'utilité publique, consacrée aux trois domaines traditionnels depuis 1935 : le tourisme, la culture et le sport pour tous.

5. Objectifs de l'organisation

Veillez décrire les objectifs pour lesquels l'organisation a été créée et qui doivent être « en conformité avec l'esprit de la Convention » (Critère C). Si les principaux objectifs de l'organisation sont autres que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, veuillez expliquer en quoi ses objectifs de sauvegarde sont liés à ces objectifs plus vastes.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

Despite the wideness of INATEL Foundation's work, with a strong social intervention element in the improvement of the people's leisure time, its statutory powers, since its foundation in 1935, always featured the preservation of traditional cultural practices, manifestations and expressions and inside the institution there has always existed a well-recognized Ethnography and Folklore sector:

- 1940 Statutes (FNAT – Fundação para a Alegria no Trabalho) – orientation,

coordination and inspection of all activities concerning popular culture;

- Objectives of Ethnography's Bureau (1946) – to promote the use of ethnography and folklore as elements of education, social cohesion, spirituality and pleasure at work; to examine the character and cohesion of a people, what distinguishes it from another, what is congenital and primitive, or, with time, and by appropriation of other people, became typical; the direct products (immediate) and indirect products (mediate) of its psyche, spontaneous, or thought so. Direct products, for example, are those that are specially intellectual (like poetry, mythology, music, etc.); indirect products are those remaining (...): for example, the farming of a small vegetable-garden, the cooking of "papas" (soft food), the making of an overcloak;

- 1979 Statutes (INATEL – Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores) – to promote the study of ethnography;

- 1989 Revision of Statutes (objectives of Ethnography's Bureau) – to promote and develop the interest for ethnography, folklore, craftwork, work museology, games and Portuguese popular traditions; supporting the groups and folkloric dance groups, to preserve its authenticity; collect and catalog ethnographic elements and research popular texts, including them on the groups repertoire (...); encourage and support the creation of popular traditional festivals; establishing collaboration and exchange relationships with similar foreign institutions and Portuguese communities abroad;

- 2008 Statutes (INATEL Foundation) – to support and promote traditional culture (folkloric dance groups).

In specific and practical terms, besides the local councils, INATEL Foundation is, presently, the only national organization that clearly supports, promotes and encourages the associative cultural activities and, more specifically, acts in the areas of ethnography and folklore, throughout the creation of unique programs and activities (National and Regional Ethnography Support Programs, Training Courses on traditional instruments and introduction to the discipline of Anthropology, organization of Ethnographic Meetings, Seminars and Displays, creation of Transdisciplinary Performance Shows, based on Portuguese traditional repertoires) and through technical and scientific monitoring and financial and institutional support to the regular activity of its associate partners.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Les points 6.a. à 6.c. sont essentiellement destinés à montrer que l'ONG satisfait au critère consistant à « avoir des compétences, des qualifications et l'expérience avérées en matière de sauvegarde (telle que celle-ci est définie dans l'article 2.3 de la Convention) du patrimoine culturel immatériel se manifestant entre autres dans un ou plusieurs domaines spécifiques » (Critère A).

6.a. Domaine(s) où l'organisation est active

Veuillez cocher une ou plusieurs cases pour indiquer les domaines principaux où l'organisation est la plus active. Si ses activités se rapportent à d'autres domaines que ceux énumérés, veuillez cocher « autres domaines » et indiquez les domaines concernés.

- traditions et expressions orales
- arts du spectacle
- pratiques sociales, rituels et événements festifs
- connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- autres domaines – veuillez préciser :

6.b. Principales activités de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée

Veuillez cocher une ou plusieurs cases pour indiquer les principales activités de sauvegarde de l'organisation. Si ses activités impliquent des mesures de sauvegarde non énumérées ici, veuillez cocher « autres mesures de sauvegarde » en précisant lesquelles.

- identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- préservation, protection
- promotion, mise en valeur
- transmission, éducation formelle et non formelle
- revitalisation
- autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

6.c. Description des activités de l'organisation

Les organisations qui font une demande d'accréditation doivent décrire brièvement leurs activités récentes et leur expérience en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Veuillez donner des informations sur le personnel et les membres de l'organisation, décrire leurs compétences et qualifications dans le domaine du patrimoine culturel immatériel et expliquer comment elles les ont acquises. La documentation justifiant ces activités et ces compétences peut être présentée, si nécessaire, au point 8.c. ci-dessous.

750 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

Dans l'aire de la culture la Fondation INATEL est détentrice d'une équipe habilitée pour le développement de toutes ces activités décrites et qui sont exécutées par le Département Culturel en partenariat avec d'autres entités de mérite reconnu dans le domaine du patrimoine culturel portugais.

Ces actions culturelles sont menées à but depuis plus de 75 années, étant l'institution détentrice d'un vaste répertoire de caractère phonographique, photographique, bibliographique et muséologique. Ces registres se centrent surtout dans les pratiques traditionnelles avec une spéciale incidence dans les activités laborales.

Parallèlement l'institution appuie tout au long de ces années, soit financièrement, soit techniquement, des travaux de recherche, recueil et édition dans l'aire de l'ethnographie, ethnomusicologie et la muséologie.

Dans ce sens il a été récemment publié, à titre posthume, en partenariat avec l'éditeur « Difel », un livre sur le costume traditionnel portugais, de l'auteur Tomaz Ribas, ancien dirigeant du Département Culturel de la Fondation INATEL. Cette édition est le résultat d'une recherche effectuée par des spécialistes qui ont eu l'appui de cette institution.

Actuellement nous sommes en train d'élaborer un projet dans l'aire de l'ethnomusicologie, intitulé « Les voix du travail », qui vise encourager, d'une part la recueille de registres audio traditionnels pour rappeler d'importants investigateurs et collectionneurs dans ce domaine, et d'autre part, ce travail prétend recréer des situations traditionnelles de travail en les présentant sur scène, parce que en ce qui concerne la tradition, notre objectif est de la rappeler à tous ceux qui l'ont oublié et donner de la formation à tous ceux qui ne l'ont pas vécue, dans un exercice de création de la mémoire.

Le Département Culturel de la Fondation développe aussi divers appuis aux agents culturels amateurs dans tout le pays, nommément pour l'acquisition d'instruments musicaux, la rénovation de costumes et uniformes, éditions de travaux bibliographiques, discographiques et vidéographiques.

7. Ses expériences de coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel

Le Comité évalue si l'ONG qui fait une demande d'accréditation « coopère, dans un esprit de respect mutuel avec les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus créant, pratiquant et transmettant le patrimoine culturel immatériel » (Critère D). Veuillez décrire brièvement ici ces expériences.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

INATEL Foundation develops, since its foundation, in 1935, a partnership work with local and regional associations from all over the country, committed to ethnographic data collection and registration, of amateur kind, with the aim to preserve Portuguese traditional rural and maritime life practices and manifestations.

Currently, Traditional Culture is one of the main areas of INATEL Foundation's cultural intervention which, in the more specific domain of Ethnography and Folklore, orients its activity through the objectives of promoting and valuing the knowledge and preservation of Portuguese traditional expressions and stimulating and giving social meaning to the work developed by ethnographic associations, the social agents actually responsible for the promotion of Portuguese intangible cultural heritage. The activities of Ethnographic and Folklore Sector are, preferably, addressed to these associate partners (and then to the public), with the intention to contribute for the enrichment of their activity, of their methods of collection, registration, preservation and transmission and their repertoires (traditional music and dance, work songs, regional costumes, "romarias" (pilgrimages), traditional balls and festivities, religious and ritual acts, arts and craftship).

Of the currently active 2.500 Centros de Cultura e Desporto (associate partners of INATEL Foundation), about 1.000 (40%) are ethnographic groups – "folkloric dance groups", "ethnographic associations", "regional dance groups", "traditional music schools", "traditional singing and dancing groups", "traditional singing and costumes groups", "typical orchestras", "lavradeiras groups", "zés pereiras[big drums] groups", "cavaquinhos[ukuleles]/bandolins[mandolins]/bombos[big drums] groups" – that have constructed a specific collection, of local and regional characteristics, composed by traditional instruments, regional costumes, documental archives, publications (of discographic, videographic and bibliographic nature) and ethnographic artifacts (sometimes even local museums), in collaboration with and the institutional and financial support of INATEL.

The regular activity of these associations includes: participation and/or organization of national and international folklore festivals and traditional dancing and singing displays, regional costumes exhibits, design and staging of traditional performance shows, organization of museum exhibitions, participation in cultural animations, construction of repertoires (of performative and musical nature) and documental archives, based on research and field work carried out among local population, that represent traditional cultural expressions valued by local population as an identity trace of their village/region.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation

Les Directives opérationnelles (paragraphe 94) exigent qu'une organisation demandant une accréditation soumette des documents prouvant qu'elle possède les capacités opérationnelles énoncées au Critère E. Ces pièces justificatives peuvent revêtir plusieurs formes, selon le régime juridique en vigueur dans chaque pays. Les documents présentés doivent être traduits si possible en français ou en anglais dans le cas où les originaux seraient dans une autre langue. Veuillez identifier clairement les pièces justificatives avec le point (8.a, 8.b ou 8.c) auxquels elles se réfèrent.

8.a. Membres et personnel

La preuve de l'implication des membres de l'organisation telle que demandée au critère E (i) peut prendre des formes aussi diverses qu'une liste des directeurs, une liste du personnel et des statistiques sur la quantité et les catégories de membres ; une liste complète des membres, n'est en principe, pas nécessaire.

Veuillez présenter les pièces justificatives.

8.b. Personnalité juridique reconnue

Si l'organisation a une charte, des articles de constitution, un règlement intérieur ou un document de création équivalent, un exemplaire doit être joint. Si, dans le cadre de la législation nationale en vigueur, l'organisation a une personnalité juridique reconnue par des moyens autres qu'un acte de constitution, veuillez fournir les pièces justificatives (par exemple, par la publication d'une annonce dans une gazette ou un journal officiel) montrant comment cette personnalité juridique a été établie.

Veuillez présenter les pièces justificatives.

8.c. Durée d'existence et activités

Si cela n'est pas déjà clairement indiqué dans les documents fournis au point 8.b., veuillez présenter les pièces justificatives prouvant que l'organisation existe depuis au moins quatre ans lors de sa demande d'accréditation. Veuillez présenter les documents montrant qu'elle a mené des activités de sauvegarde appropriées durant cette période, y compris celles décrites au point 6.c ci-dessus. Des documents supplémentaires tels que des livres, des CD, des DVD ou des publications similaires ne peuvent être pris en compte et ne doivent pas être soumis.

Veuillez présenter les pièces justificatives.

9. Personne à contacter pour la correspondance

Donnez le nom, l'adresse complète et tout autre renseignement pour contacter la personne à qui toute correspondance concernant la candidature doit être adressée. Si une adresse électronique ne peut être donnée, indiquez un numéro de télécopie.

Madame Cristina Paula Casal Batista

Fundação INATEL

Calçada de Sant'Ana, 180

1169-062 Lisboa

Portugal

10. Signature :

Le formulaire doit inclure la signature de la personne habilitée à signer pour le compte de l'organisation qui demande l'accréditation. Les demandes sans signature ne peuvent être prises en compte.

Demande d'Accreditation d'une Organisation Non Gouvernementale Pour Assurer Des Fonctions Consultatives Aupres Du Comité

Formulaire ICH-09

8.a. Membres et personnel

Pièces justificatives des membres et personnel de la Fondation INATEL : les curriculums vitae des membres suivants sont présentés :

- 1) Madame Cucha Carvalheiro
- 2) Madame Cristina Paula Casal Baptista
- 3) Monsieur Carlos Eduardo Teixeira Mendes
- 4) Monsieur Rui Sérgio
- 5) Monsieur Joaquim Manuel da Silva Diabinho
- 6) Madame Carla Raposeira
- 7) Madame Vanda Teresa Soares Gaspar
- 8) Madame Estela Nogueira
- 9) Madame Cátia Susana
- 10) Madame Sofia Isabel Duarte Rodrigues Tomaz
- 11) Madame Cristina Isabel Neto Duarte Novo

**Demande d'Accreditation d'une Organisation Non Gouvernementale Pour
Assurer Des Fonctions Consultatives Aupres Du Comité**

Formulaire ICH-09

8.A Membres et personnel

Pièces justificatives de l'organisation de la Fondation INATEL

1. Organigramme de la Fondation INATEL
2. Organigramme du Département de la Culture de la Fondation INATEL

**Demande d'Accreditation d'une Organisation Non Gouvernementale Pour
Assurer Des Fonctions Consultatives Aupres Du Comité**

Formulaire ICH-09

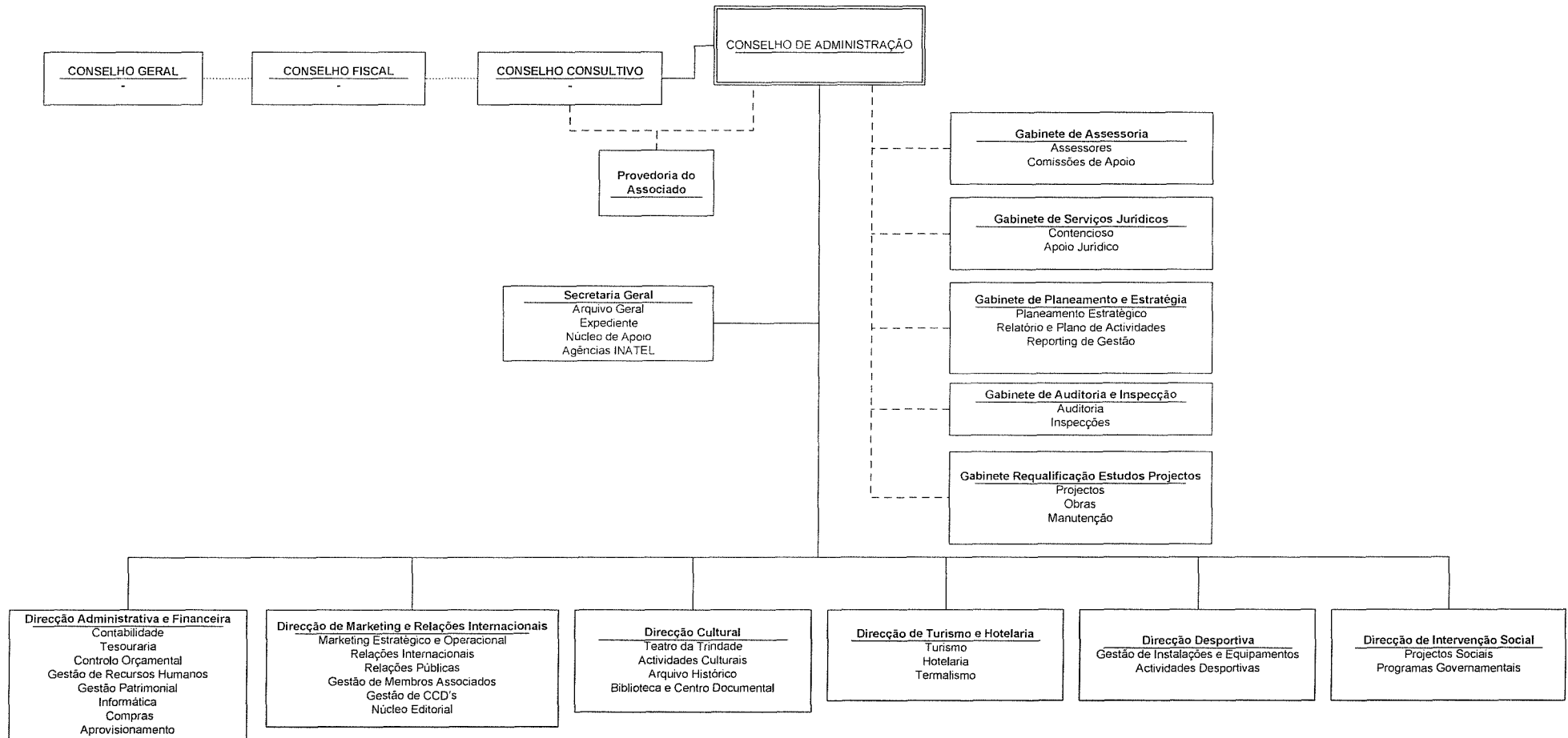
8.a. Membres et personnel

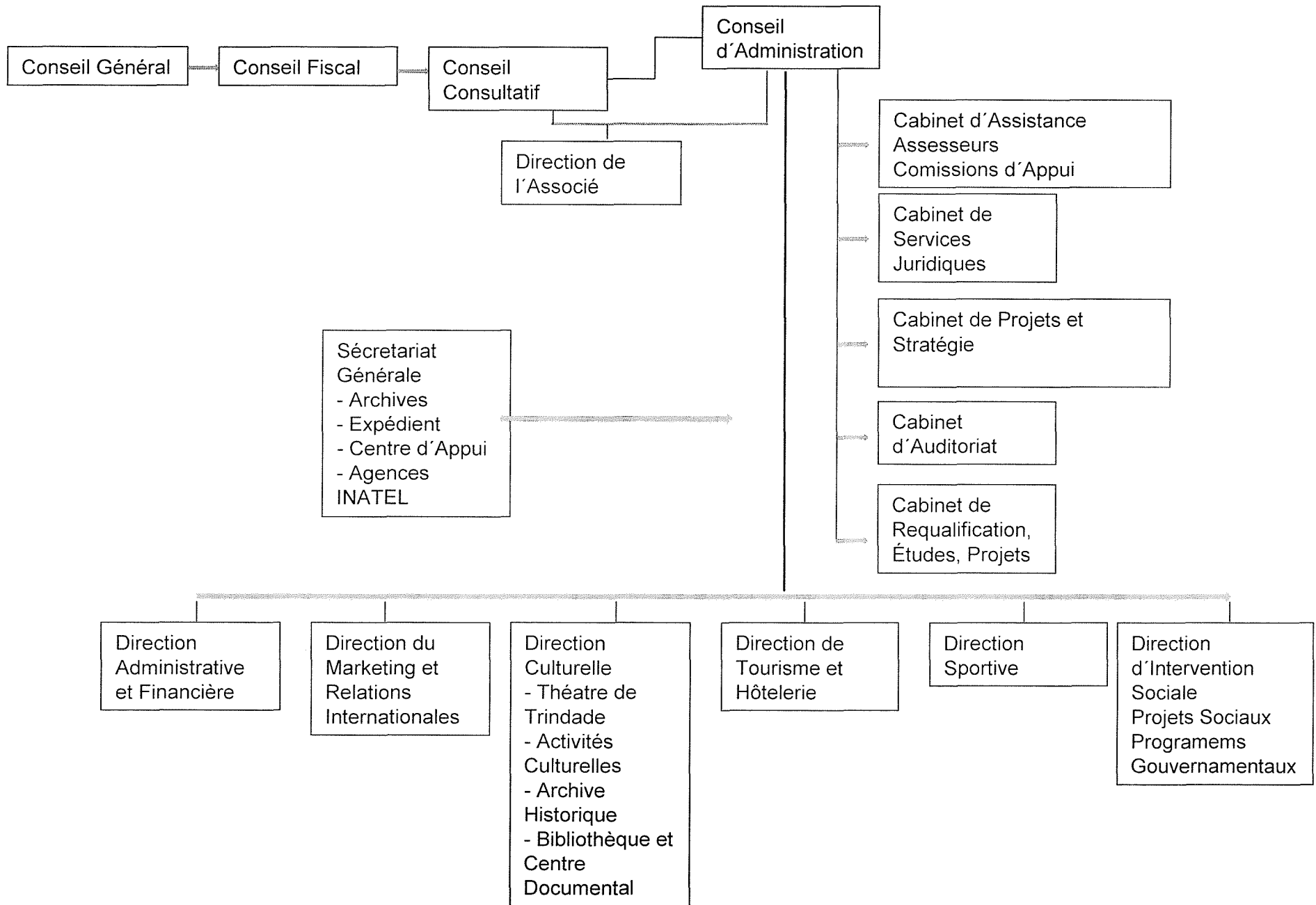
Organigramme de la Fondation INATEL

FUNDAÇÃO INATEL

ORGANOGRAMA DE COMPETÊNCIAS

2009





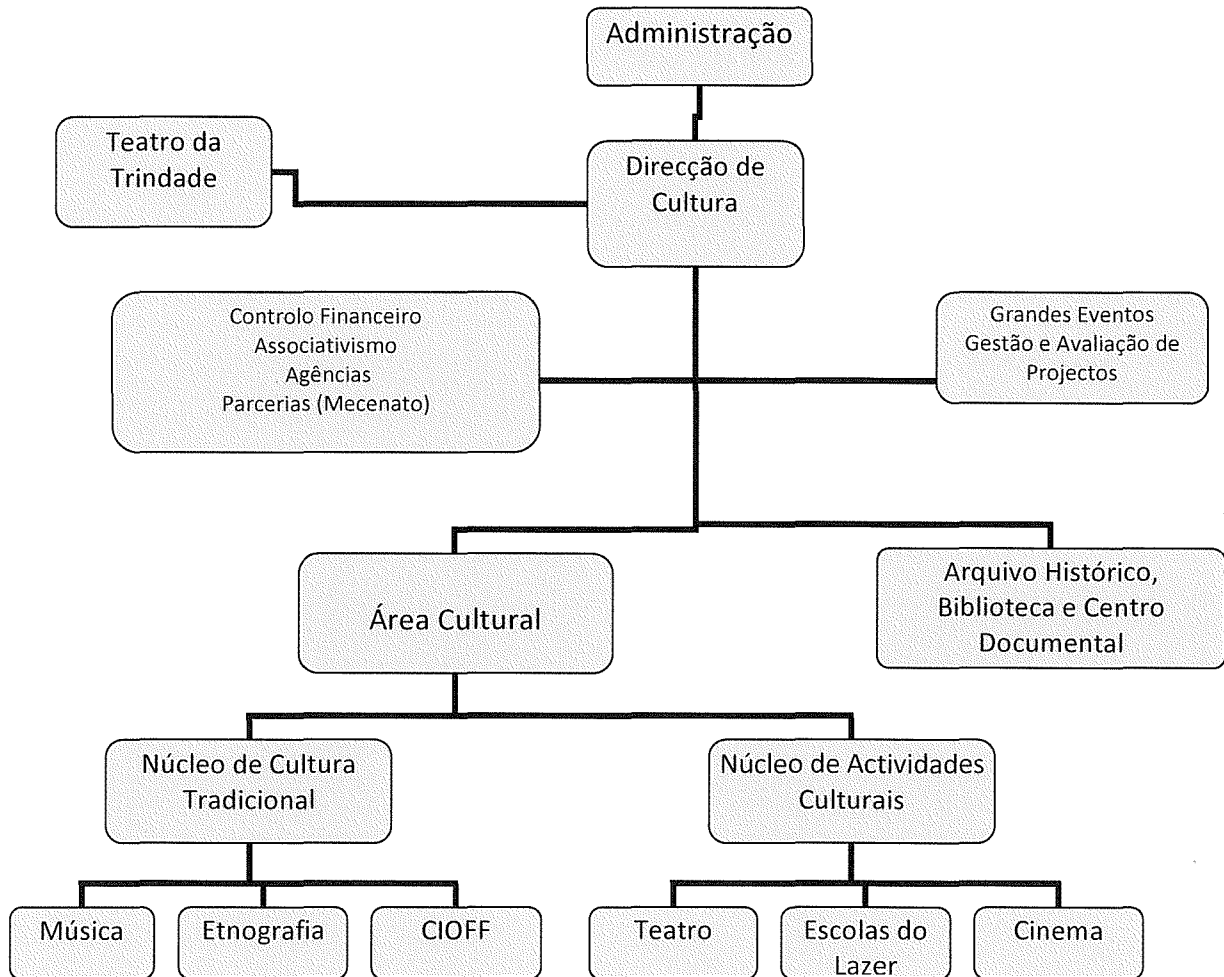
**Demande d'Accreditation d'une Organisation Non Gouvernementale Pour
Assurer Des Fonctions Consultatives Aupres Du Comité**

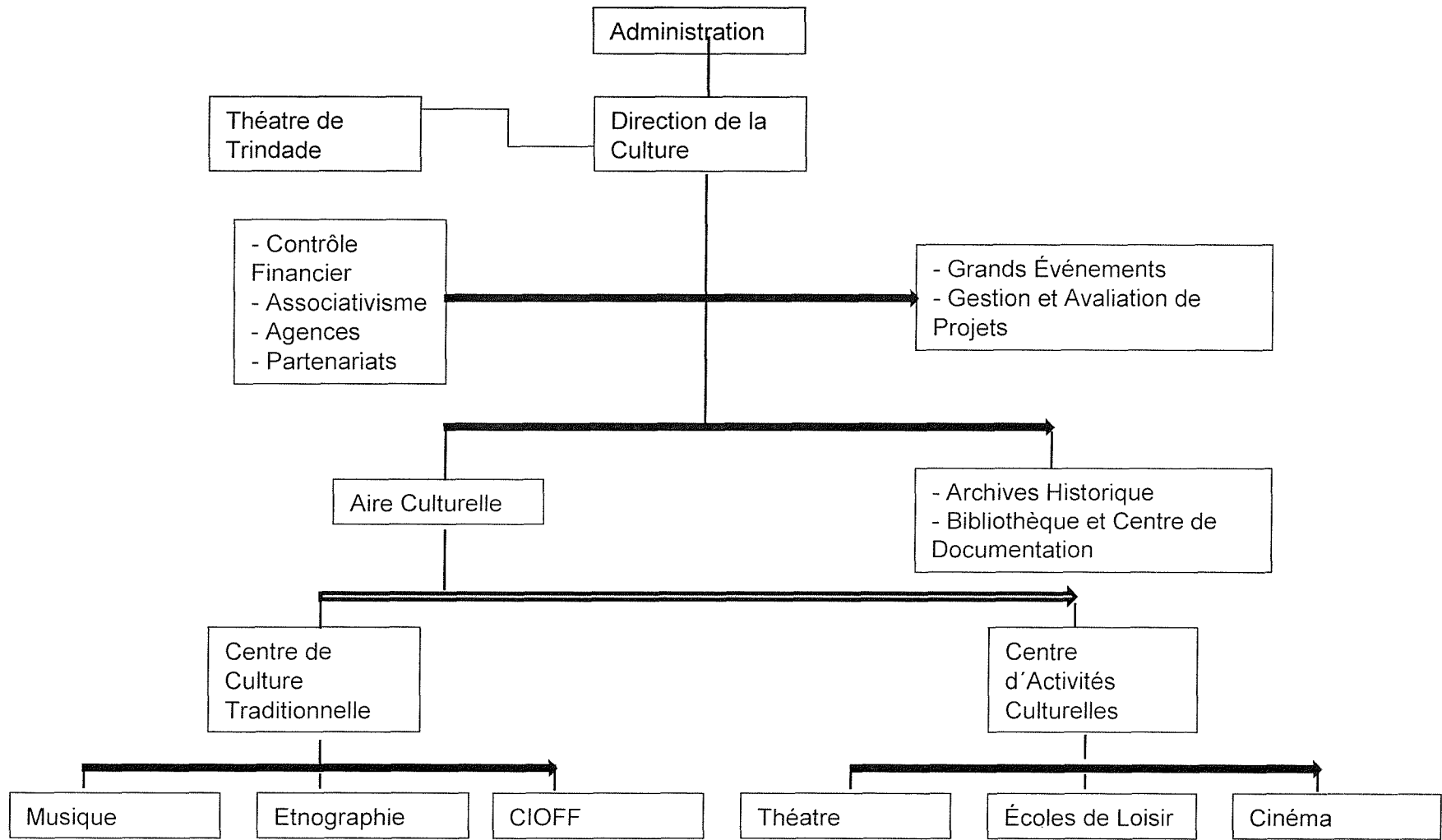
Formulaire ICH-09

8.a. Membres et personnel

**Organigramme du Département de la Culture de la Fondation
INATEL**

Departamento de Cultura





**Demande d'Accreditation d'une Organisation Non Gouvernementale Pour
Assurer Des Fonctions Consultatives Aupres Du Comité**

Formulaire ICH-09

8.b. Personnalité juridique reconnue

1. Decret-Loi n° 106/2008, du 25 Juin qui a institué la Fondation INATEL(Statuts de la Fondation INATEL).

Artigo 19.º

[...]

1 — As prestações devem ser requeridas, pelos beneficiários, em formulário de modelo próprio disponibilizado no sítio da Internet da segurança social, no prazo de seis meses a contar do facto determinante de protecção, sem prejuízo do disposto no número seguinte.

2 — A apresentação do requerimento pode ser dispensada nas situações especialmente previstas na lei.

Artigo 20.º

[...]

1 — Os factos determinantes da atribuição dos subsídios são declarados pelo beneficiário no requerimento, o qual é acompanhado, conforme os casos, dos respectivos documentos comprovativos, designadamente:

a) Certificação médica emitida pelos estabelecimentos ou serviços de saúde, efectuada em formulário de modelo próprio, a aprovar por portaria conjunta dos ministros responsáveis pelas áreas da saúde e do trabalho e da solidariedade social, disponibilizado no sítio da Internet da segurança social;

b) Documentos de identificação civil;

c) Declaração emitida pela entidade empregadora do beneficiário, com indicação do primeiro dia de falta ao trabalho e ainda, se for caso disso, dos dias de faltas em que tenha havido remuneração;

d) Declaração, emitida pela entidade empregadora, especificando a impossibilidade de atribuição à beneficiária grávida, puérpera ou lactante que desempenhe trabalho nocturno ou esteja exposta a substâncias nocivas ou tóxicas de outras tarefas;

e) Declaração, emitida pela entidade empregadora, especificando a impossibilidade de atribuição à beneficiária grávida do exercício de funções e ou local de trabalho compatíveis com o estado de risco clínico;

f) Comprovação pela Autoridade para as Condições de Trabalho do exercício de funções, local de trabalho ou condições de trabalho e da impossibilidade a que se refere a alínea d) do presente número.

2 —

3 — Os meios de prova referidos no n.º 1 são dispensados nas situações em que as entidades gestoras das prestações possam comprovar oficiosamente os elementos necessários à atribuição das mesmas.

4 — Enquanto não for publicada a portaria prevista na alínea a) do n.º 1, a comprovação é efectuada por declaração médica.»

CAPÍTULO III

Disposições finais

Artigo 18.º

Entrada em vigor e produção de efeitos

1 — O presente decreto-lei entra em vigor no 1.º dia do 2.º mês seguinte ao da sua publicação.

2 — O presente decreto-lei aplica-se às situações ocorridas a partir de 1 de Abril de 2008 e, bem assim, às situações em curso nessa data, relativamente ao período de concessão remanescente.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 3 de Abril de 2008. — José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa — Fernando Teixeira dos Santos — Rui Carlos Pereira — Alberto Bernardes Costa — Pedro Manuel Dias de Jesus Marques — Ana Maria Teodoro Jorge.

Promulgado em 5 de Junho de 2008.

Publique-se.

O Presidente da República, ANÍBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 6 de Junho de 2008.

O Primeiro-Ministro, José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa.

Decreto-Lei n.º 106/2008

de 25 de Junho

A Resolução do Conselho de Ministros n.º 124/2005, de 4 de Agosto, criou o Programa de Reestruturação da Administração Central do Estado (PRACE), com os objectivos de modernizar e racionalizar a Administração Pública, melhorar a qualidade dos serviços prestados e promover uma administração mais próxima e dialogante com os cidadãos.

Na sequência dos trabalhos do PRACE, foi decidido, pela Resolução do Conselho de Ministros n.º 39/2006, de 21 de Abril, na subalínea ii) da alínea e) do artigo 21.º, que o INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P. (INATEL), deixaria de integrar a administração central do Estado.

Isso mesmo foi consagrado na nova orgânica do Ministério do Trabalho e da Segurança Social (MTSS), aprovada pelo Decreto-Lei n.º 211/2006, de 27 de Outubro, que prevê, no seu artigo 39.º, a externalização do INATEL, «através da aprovação de novo enquadramento jurídico de fundação de direito privado de utilidade pública».

O presente diploma vem assim concretizar a extinção do INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., e a instituição de uma fundação privada de utilidade pública — Fundação INATEL —, que lhe sucede em todos os seus direitos e obrigações, bem como no exercício das suas competências e na prossecução das suas atribuições de serviço público, passando a assumir uma natureza jurídica mais consentânea com as características e o tipo de actividades que prossegue.

A Fundação INATEL tem como fins principais a promoção das melhores condições para a ocupação dos tempos livres e do lazer dos trabalhadores, no activo e reformados, desenvolvendo e valorizando o turismo social, a criação e fruição cultural, a actividade física e desportiva, a inclusão e a solidariedade social.

Na prossecução destes fins, a Fundação valorizará o papel historicamente desempenhado pelos trabalhadores na construção do que é hoje o INATEL. Nesse sentido, se atribuem maiores responsabilidades na definição estratégica da actividade da Fundação às confederações sindicais com assento no Conselho Económico e Social, as quais foram ouvidas no decurso da elaboração do presente diploma.

Preservando a sua natureza originária, a Fundação INATEL desenvolve a sua actividade em todo o território nacional, competindo-lhe a gestão de um importante património edificado, constituído essencialmente por equipamentos hoteleiros, culturais e desportivos, dedicados à prestação de um vasto

leque de serviços nas áreas da hotelaria e do turismo social, do termalismo social e sénior, do apoio e promoção da cultura tradicional (ranchos folclóricos, bandas filarmónicas, orfeões e grupos corais e de teatro amador), do apoio ao desenvolvimento do desporto amador e seus movimentos associativos, de realização do direito ao descanso e lazer dos trabalhadores e de promoção de programas e iniciativas de inclusão e solidariedade social envolvendo sobretudo jovens e idosos.

A natureza do património da Fundação INATEL bem como as importantes atribuições sociais e de serviço público por esta prosseguidas justificam e aconselham uma especial responsabilidade do Estado, que se traduz na aprovação das orientações estratégicas da actividade da Fundação e na necessidade de todos os actos de disposição sobre o seu património imobiliário serem autorizados pelo Governo, bem como na manutenção de uma comparticipação financeira, realizada num quadro de planeamento estratégico e de contratualização plurianual, que promovam e reforcem o objectivo de auto-sustentabilidade financeira da Fundação. Tal responsabilidade justifica ainda a nomeação e a fixação pelo Governo dos vencimentos dos membros dos órgãos de gestão da Fundação INATEL, que em tudo o mais terá uma ampla autonomia de gestão.

Por outro lado, as novas realidades sociais e económicas, bem como a necessidade de dar respostas mais eficazes e de qualidade às crescentes solicitações dos seus beneficiários e do público em geral, determinam que, sem se perder de vista a função social desta instituição, se reforcem os laços que a ligam à comunidade nacional e se adoptem modelos mais ágeis de gestão empresarial.

Vai nesse sentido o modelo de governação previsto nos estatutos agora aprovados, que, seguindo as melhores práticas e as mais modernas tendências, consagra uma estrutura de gestão desburocratizada, ágil e amplamente representativa da sociedade civil, promovendo-se, também por esta via, a parceria entre o Estado e os cidadãos.

Foi promovida a audição da Associação Nacional de Municípios Portugueses e da Associação Nacional de Freguesias.

Foram ouvidos os órgãos de governo próprio das regiões autónomas.

Assim:

Nos termos da alínea *a*) do n.º 1 do artigo 198.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º

Extinção

Pelo presente decreto-lei é extinto o INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., adiante também designado por INATEL.

Artigo 2.º

Instituição

É instituída pelo Estado Português a Fundação INATEL, adiante também designada por Fundação, e são aprovados os seus estatutos, publicados em anexo ao presente decreto-lei e que dele fazem parte integrante.

Artigo 3.º

Sucessão

A Fundação INATEL sucede ao INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos

Trabalhadores, I. P., no conjunto dos seus direitos e obrigações, bem como na prossecução dos seus fins e atribuições de serviço público.

Artigo 4.º

Natureza, sede e duração

1 — A Fundação é uma pessoa colectiva de direito privado e utilidade pública, dotada de personalidade jurídica, com duração indeterminada.

2 — A Fundação tem a sua sede em Lisboa, podendo ter delegações e serviços em todo o território nacional.

3 — A Fundação rege-se pelo presente decreto-lei, pelos seus estatutos e em tudo que neles não esteja regulado pelo regime jurídico aplicável às pessoas colectivas de direito privado e utilidade pública.

Artigo 5.º

Fins

A Fundação tem como fins principais a promoção das melhores condições para a ocupação dos tempos livres e do lazer dos trabalhadores, no activo e reformados, desenvolvendo e valorizando o turismo social, a criação e fruição cultural, a actividade física e desportiva, a inclusão e a solidariedade social.

Artigo 6.º

Património

1 — São transferidos para a Fundação os direitos e obrigações, bem como a universalidade dos bens móveis e imóveis de que seja titular o INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., na data da sua extinção.

2 — O património inicial da Fundação é constituído pelos bens móveis e imóveis que constam do inventário a elaborar nos termos do artigo 8.º dos estatutos.

3 — O presente decreto-lei constitui título bastante, para todos os efeitos legais, incluindo o registo predial dos bens referidos no número anterior, da transmissão para a Fundação dos direitos e obrigações sobre bens móveis e imóveis do INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P.

Artigo 7.º

Utilidade pública

1 — A Fundação INATEL é reconhecida de utilidade pública nos termos e para os efeitos do Decreto-Lei n.º 460/77, de 7 de Novembro, com a redacção dada pelo Decreto-Lei n.º 391/2007, de 13 de Dezembro.

2 — Os donativos concedidos à Fundação INATEL beneficiam do regime de benefícios fiscais que for aplicável por disposição legal.

3 — É concedido à Fundação INATEL o benefício da isenção do imposto municipal sobre as transmissões onerosas de imóveis (IMT) respeitante à transmissão do direito de propriedade e de usufruto relativamente aos bens imóveis a que se alude no artigo 6.º, sem dependência do reconhecimento previsto na alínea *d*) do n.º 6 do artigo 10.º do Código do Imposto Municipal sobre as Transmissões Onerosas de Imóveis.

Artigo 8.º

Participação financeira

1 — As verbas inscritas no orçamento da segurança social para 2008 ou nos orçamentos de serviços da administração central do Estado para o INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., são transferidas para a Fundação INATEL.

2 — A partir do ano de 2009, o membro do Governo responsável pela área do trabalho e da solidariedade social inscreve no orçamento da segurança social, ou no orçamento de serviços da administração central do Estado sob sua tutela, verbas para assegurar a participação financeira do Estado, como contrapartida das atribuições sociais e de serviço público prosseguidas pela Fundação.

Artigo 9.º

Pessoal

O pessoal do quadro do INATEL transita para o quadro da Fundação, com salvaguarda dos direitos adquiridos.

Artigo 10.º

Direitos dos beneficiários

Sem prejuízo do disposto nos estatutos e regulamentos da Fundação, os actuais sócios do INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., mantêm os direitos e deveres de que sejam titulares à data da entrada em vigor do presente decreto-lei.

Artigo 11.º

Disposições transitórias

1 — Com a entrada em vigor do presente decreto-lei cabe aos dirigentes do INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., assegurar o respectivo processo de extinção, bem como o seu normal funcionamento e a prossecução das suas actividades correntes, até à nomeação dos órgãos sociais da Fundação.

2 — No prazo de três anos, a contar da data da entrada em vigor do presente decreto-lei, a Fundação INATEL promove a necessária adequação dos seus equipamentos e actividades à legislação aplicável ao sector privado de turismo, cultura e desporto.

Artigo 12.º

Norma revogatória

1 — É revogado o Decreto-Lei n.º 61/89, de 23 de Fevereiro.

2 — Até à entrada em vigor de novos regulamentos da Fundação INATEL, mantêm-se em vigor os regulamentos aprovados ao abrigo do disposto no Decreto-Lei n.º 61/89, de 23 de Fevereiro.

Artigo 13.º

Entrada em vigor

O presente decreto-lei entra em vigor no 1.º dia do mês seguinte ao da sua publicação.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 17 de Abril de 2008. — *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa* — *Carlos Manuel Costa Pina* — *Fernando Medina Maciel Almeida Correia*.

Promulgado em 3 de Junho de 2008.

Publique-se.

O Presidente da República, ANÍBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 5 de Junho de 2008.

O Primeiro-Ministro, *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa*.

Estatutos

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Natureza

A Fundação INATEL, adiante designada abreviadamente por Fundação, é uma pessoa colectiva de direito privado de utilidade pública, de natureza fundacional, que se rege pelos presentes estatutos e, subsidiariamente, pela legislação aplicável às pessoas colectivas de utilidade pública.

Artigo 2.º

Sede e âmbito territorial

A Fundação tem sede em Lisboa e exerce a sua actividade em todo o território nacional, podendo criar serviços e delegações onde seja julgado conveniente para a prossecução dos seus fins estatutários.

Artigo 3.º

Fins

1 — A Fundação tem como fins principais a promoção das melhores condições para a ocupação dos tempos livres e do lazer dos trabalhadores, no activo e reformados, desenvolvendo e valorizando o turismo social, a criação e fruição cultural, a actividade física e desportiva, a inclusão e a solidariedade social.

2 — A Fundação estabelece formas de colaboração com o Governo, regiões autónomas, autarquias locais, instituições da economia social e outras cujas atribuições se relacionem com o objecto da sua actividade.

Artigo 4.º

Beneficiários

1 — Para a prossecução dos seus fins, a Fundação conta com a participação das pessoas e instituições que a si se associem nos termos previstos nos presentes Estatutos e nos regulamentos aplicáveis.

2 — Podem aceder aos programas e serviços da Fundação, nas condições a definir por regulamento a aprovar pelo conselho geral, os trabalhadores e seus familiares que se enquadrem numa das seguintes situações:

a) Trabalhadores portugueses por conta de outrem, ou que exerçam a sua actividade profissional por conta própria, em Portugal ou no estrangeiro;

b) Trabalhadores estrangeiros nas condições da alínea anterior que exerçam legalmente a sua actividade profissional em Portugal, atento o princípio da reciprocidade em

relação ao tratamento igual de trabalhadores portugueses nos respectivos países de origem;

c) Trabalhadores portugueses e estrangeiros na situação de aposentação, reforma ou desemprego, atento o princípio da reciprocidade em relação ao tratamento igual de trabalhadores portugueses nos respectivos países de origem;

d) Cidadãos abrangidos por programas de inclusão social e de desenvolvimento regional e local, geridos pela Fundação.

3 — Podem associar-se aos fins prosseguidos pela Fundação as instituições seguintes:

a) Sindicatos, suas federações, uniões e confederações;

b) Associações de trabalhadores, no activo ou na reforma, do Estado, de pessoas colectivas públicas, autarquias locais ou de empresas;

c) Casas do povo;

d) Associações humanitárias de bombeiros voluntários e suas federações, associações profissionais e liga;

e) Outras pessoas colectivas sem fins lucrativos que tenham objecto coincidente com os fins da Fundação.

4 — As instituições que venham a associar-se à Fundação nos termos do número anterior adquirem a qualidade de CCD — Centro de Cultura e Desporto.

Artigo 5.º

Filiação em organizações internacionais

A Fundação pode estabelecer relações de colaboração e solidariedade com instituições suas congéneres, podendo filiar-se em organizações nacionais e internacionais, celebrar protocolos de parceria e intercâmbio com instituições homólogas da União Europeia, do Conselho da Europa, dos países e regiões da Comunidade dos Países de Língua Portuguesa (CPLP), dos países de acolhimento das comunidades portuguesas no estrangeiro, da Comunidade Ibero-Americana e da OCDE — Organização para a Cooperação e Desenvolvimento Económico.

CAPÍTULO II

Regime patrimonial e financeiro

Artigo 6.º

Património

1 — A Fundação INATEL é instituída pelo Estado com um património inicial constituído pelo conjunto dos direitos e obrigações e pela universalidade dos bens móveis e imóveis de que seja titular o INATEL — Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores, I. P., na data da sua extinção.

2 — Integram, ainda, o património da Fundação:

a) Os bens móveis ou imóveis que venha a adquirir para a prossecução dos seus fins;

b) Quaisquer heranças, legados ou doações de entidades públicas ou privadas, portuguesas ou estrangeiras, dependendo a aceitação da compatibilização da condição e do encargo com os fins da Fundação.

3 — O património da Fundação encontra-se exclusivamente afecto à realização dos seus fins, podendo ser alienado, cedido ou onerado nos termos dos presentes estatutos e da lei.

4 — Os bens da Fundação podem ser adquiridos por qualquer dos modos previstos na lei civil, incluindo empreitadas e fornecimentos, e ainda por força de actos de cessação definitiva, desafectação, reversão, expropriação ou outros praticados a seu favor nos termos da lei.

Artigo 7.º

Receitas

São receitas da Fundação:

a) Os proveitos resultantes das actividades que desenvolve e dos serviços que presta;

b) O valor das contribuições financeiras dos seus beneficiários;

c) Os rendimentos dos bens próprios ou dos quais tenha a administração assim como o produto de aplicações financeiras;

d) O produto da alienação de bens próprios e da constituição de direitos sobre os mesmos;

e) As receitas provenientes dos jogos sociais, transferidas pela Santa Casa da Misericórdia de Lisboa;

f) As transferências do Estado que sejam inscritas para o efeito nos orçamentos do Estado e ou da segurança social;

g) As receitas ou contrapartidas financeiras que lhe caibam por força da lei ou de contrato e por subsídios de entidades públicas, privadas ou de economia social, atribuídos a título permanente ou eventual.

Artigo 8.º

Inventário

1 — Os bens do património da Fundação referidos no n.º 1 do artigo 6.º são registados em inventário reportado à data da extinção do referido Instituto e aprovado por portaria do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social.

2 — Sem prejuízo do disposto no número anterior, os bens constantes do património da Fundação são registados em inventário anual, reportado a 31 de Dezembro de cada ano, nele se discriminando a natureza jurídica do título de afectação definitiva ou temporária.

Artigo 9.º

Gestão patrimonial e financeira

1 — A Fundação goza de autonomia financeira.

2 — Na prossecução dos seus fins e no respeito pelos estatutos e a lei, a Fundação pode:

a) Adquirir, alienar ou onerar, a qualquer título, bens móveis e imóveis;

b) Aceitar doações, heranças ou legados, ressalvado o disposto na alínea b) do n.º 2 do artigo 6.º;

c) Contratar empréstimos e conceder garantias no quadro da optimização da valorização do seu património e na concretização dos seus fins;

d) Participar no capital de sociedades comerciais ou criar sociedades que sejam instrumento útil para a optimização da gestão do seu património e concretização dos seus fins;

e) Realizar investimentos em Portugal ou no estrangeiro, bem como dispor de fundos em bancos legalmente autorizados a exercer a sua actividade em Portugal.

3 — Os investimentos da Fundação devem respeitar o critério da optimização da gestão do seu património e visar, gradualmente e na medida do possível, a independência

financeira da Fundação em relação aos orçamentos do Estado e da segurança social.

4 — A organização e o funcionamento dos serviços e estabelecimentos locais da Fundação devem observar princípios de boa gestão empresarial.

5 — A Fundação promove todas as actividades que contribuam para a rentabilização do património de que é titular.

Artigo 10.º

Princípios de gestão financeira

A organização contabilística é estabelecida em conformidade com o Plano Oficial de Contabilidade, com as adaptações que se revelem necessárias, devendo permitir a fiscalização permanente, bem como a verificação da relação existente entre os valores patrimoniais e financeiros e os correspondentes elementos contabilísticos.

Artigo 11.º

Fundos de reserva

O conselho geral da Fundação pode, sob proposta do conselho de administração e ouvido o conselho de fiscal, aprovar a constituição dos fundos de reserva que se revelem necessários.

Artigo 12.º

Plano de desenvolvimento estratégico

1 — A Fundação deve apresentar ao Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, para efeito de homologação, o seu plano trienal de actividades e a respectiva estimativa de orçamento.

2 — Os princípios orientadores do plano de desenvolvimento estratégico e a respectiva programação financeira constituem a carta de missão da Fundação para o triénio a que respeitam.

Artigo 13.º

Plano de actividades e orçamentos

Os planos de actividade e orçamentos anuais, de exploração e de investimento, cumpridas as formalidades internas exigidas pelos estatutos, são apresentados, até 15 de Dezembro, ao Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, para efeito de homologação.

Artigo 14.º

Relatório e contas

1 — Os instrumentos de prestação de contas a elaborar anualmente, com referência a 31 de Dezembro, são, designadamente, os seguintes:

- a) Relatório de gestão do conselho de administração;
- b) Balanço e demonstração de resultados e respectivos anexos;
- c) Demonstração de fluxos de caixa;
- d) Relatório sobre a execução anual do plano plurianual de actividades;
- e) Relação dos empréstimos contraídos a médio e longo prazos.

2 — Os documentos referidos no número anterior são objecto de apreciação e parecer do conselho consultivo e do conselho fiscal, até 30 de Abril, devendo a sua apreciação e aprovação, pelo conselho geral, ter lugar até 15 de Maio, tendo em vista o seu envio à tutela, para efeito de homologação, até 31 de Maio.

CAPÍTULO III

Organização e funcionamento

SECÇÃO I

Disposições gerais

Artigo 15.º

Órgãos

São órgãos da Fundação INATEL:

- a) Conselho geral;
- b) Conselho de administração;
- c) Conselho consultivo;
- d) Conselho fiscal.

Artigo 16.º

Mandato

1 — Podem ser designadas como membros dos órgãos da Fundação personalidades de comprovada idoneidade.

2 — O mandato dos membros dos órgãos da Fundação é de três anos, com possibilidade de renovação, continuando no exercício das suas funções até à efectiva substituição.

3 — Os membros dos órgãos designados por entidades que representam podem ser, por estas, substituídos a todo o tempo e, neste caso, os respectivos substitutos mantêm-se em funções até à data em que cessem o impedimento ou o mandato dos substituídos.

Artigo 17.º

Deliberações e funcionamento

1 — Os órgãos da Fundação deliberam, validamente, quando esteja presente a maioria dos respectivos membros em efectividade de funções.

2 — As deliberações dos órgãos da Fundação são tomadas por maioria simples dos votos, tendo o presidente ou quem o substitua voto de qualidade em caso de empate.

3 — De todas as reuniões é lavrada acta, de onde constam as deliberações aprovadas.

4 — Todos os órgãos da Fundação devem aprovar o seu regimento de funcionamento nas primeiras reuniões de cada mandato.

Artigo 18.º

Convocação dos órgãos

1 — Os órgãos da Fundação só podem funcionar validamente se todos os seus membros estiverem convocados.

2 — A convocação de qualquer reunião, ordinária ou extraordinária, deve ser feita sob a forma e nos prazos que se estabelecerem no regimento do órgão respectivo.

3 — Os órgãos da Fundação só podem deliberar sobre matérias não incluídas na agenda se estiverem presentes todos os seus membros.

Artigo 19.º

Responsabilidade

Os membros dos órgãos de gestão da Fundação são penal, civil e financeiramente responsáveis pelos actos e omissões praticados durante a sua gestão, nos termos da lei.

Artigo 20.º

Impedimentos

1 — O membro de qualquer dos órgãos da Fundação deve declarar-se impedido de tomar parte em deliberações quando nelas tenha interesse, por si, como representante ou como gestor de negócios de outra pessoa ou ainda quando tal suceda em relação ao seu cônjuge, parente ou afim em linha recta ou até ao 2.º grau da linha colateral ou em relação com pessoa com quem viva em economia comum.

2 — Os membros dos órgãos da Fundação não podem celebrar, durante o exercício dos respectivos mandatos, quaisquer contratos de trabalho ou de prestação de serviços com a Fundação ou com empresas por esta detidas que devam vigorar após a cessação das suas funções, salvo mediante autorização expressa do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social.

Artigo 21.º

Garantias profissionais

Nenhum trabalhador pode ser lesado nos seus direitos profissionais em consequência do desempenho de cargos nos órgãos da Fundação.

SECÇÃO II

Órgãos

SUBSECÇÃO I

Conselho geral

Artigo 22.º

Composição

1 — O conselho geral é composto pelo presidente da Fundação e por oito vogais.

2 — Os vogais do conselho geral são nomeados por despacho do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social e designados do seguinte modo:

a) Dois vogais em representação do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social;

b) Um vogal em representação do Ministro das Finanças;

c) Um vogal em representação da Santa Casa da Misericórdia de Lisboa;

d) Dois vogais em representação da CGTP — Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses;

e) Dois vogais em representação da UGT — União Geral dos Trabalhadores.

3 — Os vogais do conselho geral representam as instituições que os designam.

Artigo 23.º

Competência

Compete ao conselho geral:

a) Aprovar o seu regimento interno;

b) Aprovar, sob proposta do conselho de administração, as linhas gerais de funcionamento da Fundação;

c) Discutir e aprovar os planos de actividades e os orçamentos, anuais e plurianuais, apresentados pelo conselho de administração, acompanhados pelos pareceres do conselho consultivo e do conselho fiscal;

d) Discutir e aprovar o relatório e contas anuais apresentados pelo conselho de administração, acompanhados pelos pareceres do conselho consultivo e do conselho fiscal;

e) Aprovar, sob proposta do conselho de administração, o regulamento relativo aos direitos e condições de acesso dos beneficiários, previsto no n.º 2 do artigo 4.º dos estatutos;

f) Aprovar, sob proposta do conselho de administração, a contratação de empréstimos, a constituição ou participação em sociedades comerciais ou de outras pessoas colectivas ou a aquisição, alienação ou oneração de bens imóveis da Fundação;

g) Aprovar, sob proposta do conselho de administração e mediante parecer prévio do conselho fiscal, a constituição de fundos de reserva;

h) Aprovar, sob proposta do conselho de administração, o valor dos abonos e ou subsídios a auferir pelos membros dos órgãos da Fundação;

i) Aprovar, sob proposta do conselho de administração e mediante parecer prévio do conselho consultivo, códigos de ética e regras de conduta da Fundação;

j) Desempenhar as demais competências que lhe sejam cometidas pelos estatutos ou por lei.

Artigo 24.º

Funcionamento

1 — O conselho geral reúne, em sessão ordinária, duas vezes por ano, para discutir e aprovar os planos e orçamentos, anuais e plurianuais, bem como os relatório e contas anuais apresentados pelo conselho de administração, e extraordinariamente sempre que convocado pelo seu presidente, ou por proposta de, pelo menos, quatro dos seus membros designados.

2 — Por iniciativa do presidente ou por solicitação do conselho, podem ser convidados a participar nas reuniões, sem direito de voto, os membros do conselho de administração e os presidentes do conselho consultivo e do conselho fiscal.

3 — O presidente da Fundação pode ainda chamar a participar nas reuniões do conselho geral quadros superiores da Fundação ou peritos externos, com especial competência nas matérias agendadas.

Artigo 25.º

Abonos

1 — O exercício do cargo de vogal do conselho geral é gratuito.

2 — Os vogais do conselho geral têm direito ao reembolso ou à antecipação das importâncias respeitantes a despesas de deslocação, justificadas pela necessidade da sua participação em sessões, bem como, se for o caso, a compensação pecuniária não inferior à perda efectiva de retribuição motivada pelo exercício do cargo.

3 — Os membros do conselho geral têm ainda direito a senhas de presença, nos termos e com o valor que vierem a ser estabelecidos de acordo com o previsto nos presentes estatutos.

4 — A Fundação suporta os encargos a que se referem os números anteriores.

SUBSECÇÃO II

Conselho de administração

Artigo 26.º

Composição e nomeação

1 — O conselho de administração é composto pelo presidente da Fundação, pelo vice-presidente e por três vogais.

2 — Os membros do conselho de administração são nomeados mediante resolução do Conselho de Ministros, sob proposta do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social.

Artigo 27.º

Competência

Compete ao conselho de administração:

a) Exercer a gestão financeira, patrimonial e dos recursos humanos da Fundação, definindo as normas de funcionamento da Fundação e assegurando a sua execução, no quadro legal e estatutário;

b) Criar, transformar ou extinguir serviços ou estabelecimentos da Fundação, regulamentar a sua organização interna e funcionamento;

c) Fixar o quadro de pessoal, contratar ou dispensar trabalhadores e fixar a sua remuneração;

d) Aprovar os regulamentos internos necessários ao bom funcionamento da Fundação;

e) Preparar e submeter à aprovação do conselho geral e à homologação do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, ouvidos o conselho consultivo e o conselho fiscal, o plano trienal de actividades e a respectiva estimativa de orçamento, bem como os planos de actividades e os orçamentos anuais, e assegurar a respectiva execução;

f) Preparar e submeter à aprovação do conselho geral e à homologação do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, ouvidos o conselho consultivo e o conselho fiscal, o relatório e as contas anuais;

g) Acompanhar e avaliar sistematicamente a actividade desenvolvida e o desempenho dos serviços, aferindo os resultados atingidos em função dos meios colocados à sua disposição;

h) Submeter à aprovação do conselho geral e do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, acompanhado de parecer do conselho fiscal, as propostas de aquisição, alienação ou oneração de património imobiliário da Fundação;

i) Deliberar, nos termos da lei, sobre a realização de obras e a adjudicação das respectivas empreitadas e sobre a aquisição de bens e serviços;

j) Deliberar, precedendo aprovação do conselho geral e parecer do conselho fiscal, sobre a contratação de empréstimos e a constituição ou participação no capital de sociedades comerciais ou de outras pessoas colectivas, sempre que tal se mostre de interesse para a prossecução dos seus fins;

l) Estabelecer as condições de prestação de serviços aos beneficiários da Fundação ou a outras entidades e fixar os preços a cobrar.

Artigo 28.º

Presidente da Fundação

1 — O presidente da Fundação é, por inerência, presidente do conselho geral e do conselho de administração.

2 — Compete ao presidente da Fundação:

a) Representar a Fundação em juízo ou fora dele;

b) Convocar o conselho geral e o conselho de administração, presidir às suas sessões, dirigir os respectivos trabalhos e promover a execução das suas deliberações;

c) Superintender na administração da Fundação, orientando a direcção dos seus serviços;

d) Aprovar e autorizar as propostas de iniciativas, serviços ou realizações de âmbito geral e que, de algum modo, comprometam a Fundação no seu todo, podendo praticar em nome do conselho de administração quaisquer actos que careçam de despacho urgente, ficando os mesmos sujeitos a ratificação por este órgão, na primeira reunião realizada após a sua prática, sob pena de anulabilidade;

e) Autorizar, directamente, a realização de despesas que se enquadrem no âmbito das suas competências, no respeito pelos limites fixados em regulamento interno;

f) Garantir a observância dos estatutos e dos regulamentos aplicáveis;

g) Exercer outras competências previstas nos estatutos e na lei.

3 — O presidente pode delegar as suas competências noutros membros do conselho de administração, sendo substituído nas suas faltas e impedimentos pelo vice-presidente ou, no impedimento deste, pelo vogal que, para tanto, expressamente designar.

Artigo 29.º

Estatuto profissional

1 — A remuneração dos membros do conselho de administração é fixada por despacho conjunto dos membros do Governo responsáveis pelas áreas das finanças, do trabalho e da solidariedade social.

2 — O exercício de funções de membro do conselho de administração tem lugar em regime de exclusividade, sem prejuízo do disposto no número seguinte.

3 — São cumuláveis com o exercício de funções no conselho de administração:

a) As actividades exercidas por inerência;

b) A participação em conselhos consultivos, comissões de fiscalização ou outros organismos colegiais, quando previstos na lei ou quando resulte de decisão do Governo;

c) As actividades de docência em estabelecimentos de ensino superior público ou de interesse público, mediante autorização do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social;

d) A actividade de criação artística e literária, bem como quaisquer outras de que resulte a percepção de remunerações provenientes de direitos de autor;

e) A realização de conferências, palestras, acções de formação de curta duração e outras actividades de idêntica natureza.

Artigo 30.º

Demissão e renúncia

1 — Os membros do conselho de administração podem ser demitidos quando lhes seja imputável uma das seguintes situações:

a) A avaliação do seu desempenho seja negativa, designadamente por incumprimento dos objectivos definidos nos planos de desenvolvimento estratégico e de actividades da Fundação, desde que tal possibilidade esteja contemplada na resolução de nomeação;

b) A violação grave, por acção ou omissão, da lei ou dos estatutos da Fundação;

c) A violação do disposto no artigo 20.º dos presentes estatutos;

d) A violação do dever de sigilo profissional.

2 — Os membros do conselho de administração podem ainda ser livremente demitidos pelo Conselho de Ministros, sob proposta do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social, independentemente dos fundamentos do número anterior.

3 — A demissão com os fundamentos do n.º 1 requer a audiência prévia e tem de ser fundamentada, implica a cessação do mandato, não havendo lugar a qualquer subvenção ou compensação pela cessação de funções.

4 — No caso previsto no n.º 2, o membro do conselho de administração tem direito a uma indemnização correspondente ao vencimento de base que auferiria até ao final do respectivo mandato, com o limite máximo de um ano.

5 — Os membros do conselho de administração podem renunciar ao mandato por motivo justificado que comunicam ao Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social.

6 — A renúncia ao mandato tem os efeitos previstos no n.º 3.

Artigo 31.º

Reuniões

O conselho de administração reúne ordinariamente com periodicidade quinzenal e, extraordinariamente, sempre que convocado pelo presidente da Fundação ou por solicitação de dois dos seus membros.

Artigo 32.º

Vinculação da Fundação

1 — A Fundação obriga-se pela assinatura conjunta de dois membros do conselho de administração, sendo um deles o presidente.

2 — O conselho de administração pode, em casos devidamente justificados, constituir mandatários atribuindo-lhes competência para actos específicos previamente aprovados pelo conselho de administração, podendo, nesse caso, a Fundação ficar obrigada pela sua assinatura.

SUBSECÇÃO III

Conselho consultivo

Artigo 33.º

Composição

1 — O conselho consultivo tem a seguinte composição:

a) Um representante de cada um dos departamentos do Estado responsáveis pelas áreas do emprego e formação profissional, da segurança social, da reabilitação, das finanças, da cultura, da juventude, do desporto, do turismo e das comunidades portuguesas, competindo a sua designação aos respectivos ministros;

b) Um representante de cada uma das regiões autónomas, a designar pelo respectivo governo regional;

c) Um representante da Santa Casa da Misericórdia de Lisboa;

d) Cinco representantes da CGTP — Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses;

e) Cinco representantes da UGT — União Geral dos Trabalhadores;

f) Um representante da Associação Nacional de Municípios Portugueses;

g) Um representante da Associação Nacional de Freguesias;

h) Um representante da União das Misericórdias Portuguesas;

i) Um representante da Confederação Nacional das Instituições de Solidariedade (CNIS);

j) Um representante da União das Mutualidades;

l) Um representante do Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural, I. P.;

m) Três personalidades e designar pelo próprio conselho consultivo.

2 — O conselho consultivo considera-se constituído pelo despacho do Ministro do Trabalho e da Solidariedade Social que nomeia os seus titulares.

3 — A constituição tem-se por definitiva quando designados mais de metade dos respectivos membros.

4 — O presidente e o conselho de administração da Fundação e os presidentes do conselho geral e do conselho fiscal podem participar nas sessões do conselho consultivo, sem direito de voto.

Artigo 34.º

Mesa

1 — O conselho consultivo é dirigido por uma mesa, constituída pelo presidente e dois secretários, eleitos, em escrutínio secreto, de entre os respectivos titulares.

2 — Compete ao presidente convocar as reuniões e dirigir os trabalhos.

3 — Compete aos secretários assegurar o expediente do conselho consultivo.

4 — O presidente é substituído, nas suas faltas e impedimentos, pelo secretário que para tal tenha sido designado.

Artigo 35.º

Competência

O conselho consultivo é o órgão de consulta, apoio e participação na definição das linhas gerais de actuação da Fundação, competindo-lhe em especial:

a) Emitir parecer sobre os planos de actividades e os orçamentos, anuais e plurianuais, bem como sobre o relatório e contas anuais apresentados pelo conselho de administração;

b) Emitir parecer sobre os regulamentos internos relativos a direitos e deveres dos beneficiários da Fundação e às condições de acesso aos programas e serviços por esta disponibilizados;

c) Eleger, de entre os seus membros, o provedor do beneficiário, fixando-lhe o regime de funcionamento e competências;

d) Emitir parecer sobre os códigos de ética e regras de conduta da Fundação, sob proposta do conselho de administração;

e) Eleger a mesa do conselho consultivo;

f) Criar comissões eventuais, com carácter consultivo, que procedam ao acompanhamento das actividades turísticas, culturais, físicas e desportivas, recreativas, educativas ou de formação, desenvolvidas pela Fundação;

g) Pronunciar-se sobre assuntos de interesse para a Fundação que lhe tenham sido submetidos por qualquer das entidades nele representadas, pelo presidente da Fundação ou pelos presidentes do conselho geral e do conselho fiscal, podendo formular recomendações, relativamente a matérias relacionadas com o objecto estatutário da Fundação;

h) Desempenhar as demais competências que lhe sejam cometidas pelos estatutos ou por lei.

Artigo 36.º

Reuniões

1 — O conselho consultivo reúne, em sessão ordinária, duas vezes por ano, para discutir e aprovar os pareceres previstos na alínea *a*) do artigo anterior, e extraordinariamente sempre que convocado pelo seu presidente, por sua iniciativa ou a pedido de um terço dos respectivos membros em efectividade de funções.

2 — O conselho consultivo reúne, obrigatoriamente, no início do triénio correspondente ao seu mandato, com o fim de eleger o presidente e os secretários da mesa.

3 — Decorridos trinta minutos após a hora marcada para o início da sessão, se não estiver constituído o quórum necessário, o conselho consultivo reúne, validamente, com os membros presentes.

Artigo 37.º

Abonos

1 — O exercício do cargo de titular do conselho consultivo é gratuito.

2 — Os membros do conselho consultivo têm direito ao reembolso ou à antecipação das importâncias respeitantes a despesas de deslocação, justificadas pela necessidade da sua participação em reuniões, bem como a compensação pecuniária não inferior à perda efectiva de retribuição motivada pelo exercício do cargo.

3 — Os membros do conselho consultivo têm, ainda, direito a senhas de presença, nos termos e com o valor fixados pelo conselho geral.

4 — A Fundação suporta os encargos a que se referem os números anteriores.

SUBSECÇÃO IV

Conselho fiscal

Artigo 38.º

Composição

1 — O conselho fiscal é composto por três membros efectivos e um suplente.

2 — Compete aos Ministros das Finanças e do Trabalho e da Solidariedade Social a nomeação, por despacho conjunto, dos membros do conselho fiscal.

3 — Um dos vogais efectivos e o suplente, designados nos termos do número anterior, são revisores oficiais de contas ou sociedade de revisores oficiais de contas, as quais designam, para o efeito, os seus representantes nos respectivos cargos.

Artigo 39.º

Competência

1 — Compete ao conselho fiscal:

a) Verificar se a administração da Fundação é exercida de acordo com a lei e os estatutos;

b) Emitir parecer sobre as propostas de planos de actividades e de orçamentos anuais e plurianuais, bem como sobre os relatórios e contas anuais, apresentados pelo conselho de administração;

c) Emitir parecer sobre a constituição de fundos de reserva;

d) Verificar a regularidade dos livros e registos contabilísticos, bem como da respectiva documentação de suporte;

e) Verificar, sempre que o julgue conveniente e pela forma que repute adequada, a existência dos bens ou valores integrados no património da Fundação;

f) Aceder livremente a todos os serviços e documentos da Fundação, requisitando, para o efeito, a comparência dos respectivos responsáveis;

g) Obter de terceiros que tenham realizado operações por conta da Fundação as informações convenientes para o respectivo esclarecimento;

h) Emitir recomendações sobre a qualidade do sistema de auditoria interna e propor a eventual realização de auditorias externas;

i) Emitir parecer sobre as propostas do conselho de administração relativas à aquisição, alienação ou oneração de imóveis, contratação de empréstimos ou sobre a constituição ou participação no capital de sociedades comerciais ou de outras pessoas colectivas;

j) Solicitar ao conselho de administração os elementos que considere necessários ao cumprimento das suas atribuições, bem como propor-lhe a realização de reuniões extraordinárias para apreciação conjunta dos assuntos cuja natureza o justifique;

l) Elaborar o relatório anual da sua acção de fiscalização;

m) Elaborar e enviar ao presidente da Fundação, com periodicidade trimestral, o relatório sucinto da sua actividade.

2 — O revisor oficial de contas, sem prejuízo das funções dos demais membros do conselho fiscal, tem o dever de efectuar a revisão e a certificação das contas da Fundação, nos termos previstos na lei.

3 — Aplica-se aos membros do conselho fiscal, com as necessárias adaptações, o regime de incompatibilidades estabelecido no Código das Sociedades Comerciais para os membros do conselho fiscal das sociedades anónimas.

Artigo 40.º

Reuniões

O conselho fiscal reúne-se, ordinariamente, uma vez por mês e, extraordinariamente, sempre que o presidente o julgue necessário, por sua iniciativa ou a requerimento de qualquer dos membros.

Artigo 41.º

Regime remuneratório

1 — O membro efectivo do conselho fiscal que seja revisor oficial de contas auferirá a remuneração estabelecida por contrato, de acordo com os limites estabelecidos pela tabela oficial em vigor.

2 — O presidente e os restantes membros efectivos do conselho fiscal auferem uma gratificação mensal pelo exercício dos respectivos cargos.

3 — É aplicável aos membros do conselho fiscal, quanto a deslocações, o regime fixado para os membros do conselho de administração.

SECÇÃO III

Serviços

Artigo 42.º

Estrutura orgânica

1 — Para a prossecução dos seus objectivos, a Fundação dispõe de serviços centrais, delegações, estabelecimentos e serviços locais.

2 — A organização interna da Fundação rege-se por regulamentos próprios, aprovados pelo conselho de administração, nos quais se estabelece a estrutura e organização dos diversos serviços e estabelecimentos, bem como as respectivas competências, funcionamento e dotação do pessoal.

SECÇÃO IV

Pessoal

Artigo 43.º

Pessoal

Ao pessoal da Fundação aplica-se o regime do contrato individual de trabalho.

Artigo 44.º

Segurança social

1 — Os trabalhadores da Fundação são obrigatoriamente abrangidos pelo regime geral de segurança social, nos termos da legislação respectiva.

2 — O disposto no número anterior não prejudica o direito dos trabalhadores que exerçam funções em regime de mobilidade ou outro legalmente aplicável de optarem pelo regime de protecção social da entidade empregadora de origem.

3 — A Fundação pode promover o estabelecimento de sistemas complementares de protecção social.

CAPÍTULO VI

Alterações estatutárias

Artigo 45.º

Alteração estatutária e extinção

1 — A alteração dos estatutos da Fundação, bem como a sua transformação ou extinção são aprovados por decreto-lei, ouvidos os órgãos estatutários da Fundação.

2 — O diploma que declare a extinção da Fundação fixa o destino dos respectivos bens.

MINISTÉRIO DA CIÊNCIA, TECNOLOGIA E ENSINO SUPERIOR

Decreto-Lei n.º 107/2008

de 25 de Junho

Decorridos dois anos sobre a publicação do Decreto-Lei n.º 74/2006, de 24 de Março, a concretização do Processo de Bolonha ao nível da adopção do modelo de organização do ensino superior em três ciclos já atingiu, em 2007-2008, cerca de 90 % dos cursos e ficará concluída, como previsto, até 2010, incluindo-se aqui a adopção do sistema europeu de transferência e acumulação de créditos (ECTS), baseado no trabalho efectivo dos próprios estudantes.

Há igualmente que atingir uma das outras metas do Processo de Bolonha, a da transição de um sistema de ensino baseado na transmissão de conhecimentos para um sistema baseado no desenvolvimento das competências dos estudantes, em que as componentes de trabalho experimental

ou de projecto, entre outras, e a aquisição de competências transversais devem desempenhar um papel decisivo.

Neste contexto, estabelece-se, através do presente diploma, a elaboração, por cada instituição de ensino superior, de um relatório anual, público, acerca do progresso da concretização do Processo de Bolonha nesta vertente.

Esse relatório deverá integrar o contributo dos estudantes e docentes, através de formas de participação e auscultação a promover pelos conselhos pedagógico e científico ou técnico-científico, e adoptar indicadores objectivos que evidenciem o progresso das mudanças realizadas na instituição e em cada curso.

Deve igualmente incluir informação sobre os quadros de qualificação adoptados na organização dos cursos, as metodologias e indicadores adoptados para a aferição, por unidade curricular, da relação entre os créditos fixados e as competências a alcançar, e os métodos de trabalho adoptados para a integração da aprendizagem e da avaliação de conhecimentos.

Procura assegurar-se desta forma um aprofundamento da concretização do processo de Bolonha e uma maior transparência dos progressos da instituição em relação aos objectivos fixados, o que constituirá uma base para escolhas mais informadas por parte dos estudantes, das famílias e da sociedade.

Entretanto, a entrada em vigor da Lei n.º 62/2007, de 10 de Setembro (regime jurídico das instituições de ensino superior), revogando a Lei da Autonomia das Universidades, a Lei do Estatuto e Autonomia dos Estabelecimentos de Ensino Superior Politécnico e o Estatuto do Ensino Superior Particular e Cooperativo, recomenda, para maior clareza, a introdução de alguns aperfeiçoamentos no regime transitório, fixado pelo Decreto-Lei n.º 74/2006, de 24 de Março, de entrada em funcionamento de novos ciclos de estudos até ao início de actividade da Agência de Avaliação e Acreditação do Ensino Superior, o que se faz igualmente através do presente diploma.

Na mesma oportunidade, promove-se uma simplificação e desburocratização de procedimentos, recomendadas pela experiência de aplicação do Decreto-Lei n.º 74/2006, de 24 de Março.

Entre as modificações introduzidas destacam-se:

A supressão do regime transitório de registo das alterações de planos de estudos, substituído pelo envio das mesmas, pela instituição de ensino superior, para publicação no *Diário da República* com comunicação em simultâneo à Direcção-Geral do Ensino Superior;

A introdução de um regime de deferimento tácito, apenas em relação ao regime transitório de autorização de funcionamento de novos ciclos de estudos em instituições de ensino superior públicas e privadas;

No regime transitório de autorização de funcionamento de novos ciclos de estudos, o recurso a comissões de especialistas quando tal seja considerado necessário no âmbito do processo técnico de verificação da satisfação dos requisitos fixados pela lei;

O afastamento de quaisquer dúvidas que ainda pudessem subsistir quanto à não sujeição dos pedidos de registo de ciclos de estudos de mestrado em associação e de todos os ciclos de estudos de doutoramento a prazo de apresentação;

A clarificação do universo de formações que, tendo em vista a creditação no âmbito de um ciclo de estudos do ensino superior, pode ser objecto de apreciação, o qual inclui, naturalmente, qualquer tipo de formação prévia.

A par destas alterações tomam-se algumas medidas, que se reputam da maior importância, no sentido de garantir